



Conseil économique et social

27 mai 2005

Français

Original: anglais

Huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique

New York, 27 juin-1^{er} juillet 2005

Point 8 d) de l'ordre du jour provisoire*

**Rapports sur les progrès accomplis en matière de levés
et de cartographie permettant de traiter des questions
qui se posent sur les plans national, régional et mondial,
notamment les meilleures pratiques et les applications**

Infrastructures nationales de données : l'échange d'informations géospatiales au service des politiques publiques en matière d'environnement**

Résumé

Il y a 10 ans, les instituts cartographiques nationaux d'Amérique latine et des Caraïbes travaillaient essentiellement à la production de cartes topographiques et thématiques du territoire national. Ils s'employaient à intégrer la cartographie assistée par ordinateur et les systèmes d'information cartographique, ainsi que le Système d'information géographique (SIG) à leurs opérations, et leurs activités étaient surtout dictées par l'offre. Le concept d'infrastructure de données géospatiales est mentionné dans des publications depuis plus de 10 ans, mais c'est seulement au cours des dernières années que certains pays d'Amérique latine ont pris conscience de la nécessité d'adopter une démarche plus globale et déterminée par la demande afin de répondre aux besoins de la société en matière d'information et de connaissances géospatiales.

La région a des progrès à son actif, tels que l'incorporation de normes en matière de métadonnées, l'adoption de la technologie numérique, l'amélioration des bibliothèques de données géospatiales et l'intégration de bases de données cartographiques. Des expériences sur l'utilisation d'applications géospatiales pour la prise de décisions aux niveaux gouvernemental et local ont donné de bons résultats, mais le concept d'infrastructure de données géospatiales n'a pas été véritablement défini.

* E/CONF.96/1.

** Document établi par Carmen Reyes Centro de Investigación en Geografía y Geomática, Mexique (soumis par l'Association cartographique internationale).



L'un des domaines dans lesquels les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont besoin d'un cadre spatial plus complet est celui de la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'environnement. Les considérations spatiales font partie intégrante de l'information et des connaissances sur l'environnement. Il est donc prioritaire de mettre en place des cadres politiques, juridiques et organisationnels pour développer le volet « environnement » de l'infrastructure de données géospatiales dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

L'élaboration de mécanismes améliorés d'échange de données est une étape importante de la mise en place d'une infrastructure de données réussie, mais les pays n'y ont pas accordé suffisamment d'attention. En raison des caractéristiques culturelles de la région, il y existe très peu de mécanismes favorisant une utilisation rationnelle des ressources dans la production et la diffusion de produits et de services géospatiaux. Une initiative régionale mettant à profit les efforts d'organismes internationaux comme l'Association cartographique internationale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement pourrait jouer un rôle moteur dans l'élaboration d'une politique régionale de partage des données géospatiales. Des services tels que des bibliothèques de données géospatiales, des atlas de l'environnement et des services d'imagerie par satellite en temps réel pourraient être créés pour offrir leurs ressources aux différents pays de la région.

La participation des instituts cartographiques de la région à la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique offre une occasion exceptionnelle d'amorcer un dialogue sur le rôle que ces instituts pourraient jouer dans le lancement d'un processus visant à élaborer des politiques régionales rationnelles favorisant la mise en place d'une infrastructure de données géospatiales.
